

Magnette demande aux Wallons d'avoir confiance

Le nouveau ministre-président wallon a présenté son programme pour les cinq années à venir devant les élus du Parlement wallon.

ANAÏS SORÉE

Serait-ce le discours du roi Philippe qui a inspiré le nouveau ministre-président wallon? Qui sait? Ce qui est sûr, c'est que lui aussi a insisté sur le mot «confiance» lors de la déclaration de politique régionale qui a eu lieu hier au Parlement wallon. «La confiance est importante, on en manque en Wallonie. Or, nous avons de vrais atouts», a affirmé Paul Magnette (PS).

Il a d'ailleurs commencé son discours en rappelant le passé industriel glorieux de la Wallonie. Ce qui lui a valu cette pique des rangs de l'opposition: «On a beaucoup parlé d'histoire mais pas beaucoup d'avenir», a jugé Willy Borsus, chef du groupe MR.

La déclaration a duré une demi-heure. Paul Magnette l'a articulée autour de trois grands principes: l'innovation, la simplification et le rassemblement. Il évoque un «modèle mosan», comme il existe un «modèle rhénan» et qui serait basé sur la formation, l'innovation, la concertation sociale et la qualité de l'emploi. Le ministre-président appelle les Wallons à faire preuve d'audace et de détermination durant les prochaines années. D'autant plus que celles-ci s'annoncent difficiles. «Il

faut avoir le courage politique et l'honnêteté de dire que les deux premières années de ce gouvernement seront marquées par la rigueur. Tous les budgets seront gelés. Cela nous permettra de retrouver des marges pour les trois années suivantes», explique le socialiste.

Le ministre-président a certifié

que l'effort serait essentiellement puisé dans les dépenses publiques. «La majorité a tenu à éviter toute nouvelle taxe pour les particuliers ou les entreprises, afin de préserver le pouvoir d'achat et la croissance».

Les primes revues

Les économies devraient être réalisées en «rationalisant la représentation wallonne dans le monde» et en «optimisant les primes et les subsides». L'ensemble des acteurs publics vont aussi être amenés à faire attention à leurs dépenses. «On va diminuer le nombre d'organes consultatifs et simplifier les systèmes d'aide à l'entreprise et de mise à l'emploi», précise Paul Magnette. «On parle de rigueur. C'est le mot poli pour dire austérité. Peut-on croire un seul instant que cela ne va pas toucher les gens? Les citoyens vont souffrir», prédit Willy Borsus. L'opposition écologiste craint également une dégradation du service à la population. «Lorsqu'on nous annonce un gel des budgets et qu'on nous dit qu'il y a quatre fonctionnaires qu'on ne peut pas remplacer, on est très interrogatifs. Qui va faire tourner l'ad-

ministration?», demande Stéphane Hazée, chef de groupe Ecolo. Il se pose aussi des questions d'ordre budgétaire. «Aucun objectif chiffré n'a été donné», regrette-t-il.

Constat partagé par le MR. «Plusieurs centaines de millions d'euros d'économie sont annoncés. De quelle façon? Qui va être touché? Quel secteur? Quelles seront les mesures concrètes prises? Ce matin, nous n'avons pas eu de réponses de la majorité», dit Willy Borsus, qui déplore également que «le gouvernement ne donne pas l'exemple en augmentant le nombre de fonctions ministérielles». «On passe de 11 à 13. Pas de 11 à 25. Et les enveloppes des cabinets ne seront pas indexées. Nous devons avoir une trajectoire budgétaire qui tienne la route. Nous allons rationaliser nos outils. On ne peut pas se permettre des dépenses inutiles ou vivre au-dessus de nos moyens. Nous avons un discours vérité. Et en termes de soutien aux entreprises, les moyens sont préservés», répond Maxime Prévot (cdH), ministre des Travaux publics, de la Sécurité routière, de la Santé, de l'Action sociale, des Allocations familiales, du Patrimoine, de l'Égalité des chances et des Zones d'activités économiques.

Ce matin, un débat est organisé au Parlement wallon. L'occasion pour la majorité de répondre aux questions posées par l'opposition et de détailler les mesures qu'elle compte prendre lors des cinq prochaines années.

«Sur la compétitivité, on espère être mieux entendu par le futur gouvernement fédéral»

INTERVIEW
ANAÏS SORÉE

Même s'il espère mieux de la part du gouvernement fédéral qui se met en marche, le patronat ne rejette pas les propositions du nouveau gouvernement wallon. Vincent Reuter, administrateur-délégué de l'Union wallonne des entreprises, pointe néanmoins quelques manquements.

La déclaration de politique générale du gouvernement wal-

lon vous met-elle en confiance?

Globalement, le contenu correspond à ce que nous estimons essentiel mais il y a des choses qui manquent. Plus précisément, cette déclaration reprend les quatre thématiques que nous préconisons pour développer l'économie wallonne: croissance des entreprises, marché de l'emploi, climat social de qualité et modernisation de l'appareil public. C'est une bonne chose. Maintenant, nous attendons que cela soit décliné en un plan d'action. Le gouverne-

ment doit fixer des objectifs et des priorités.

Ceux-ci ne sont pas suffisamment détaillés à vos yeux?

Non. Cela manque dans la déclaration. On ne sait pas quelles seront les mesures concrètes qui seront prises, ni les moyens qui y seront consacrés. Il n'y a pas non plus de calendrier fixé.

Le gouvernement a assuré qu'il n'instaurerait pas de nouvelles taxes. Cela vous ras-

sure?

Le chapitre «fiscalité» reste encore assez vague. On nous dit qu'il n'y aura pas de nouvelles taxes. Mais va-t-on augmenter les existantes? Qu'en sera-t-il aussi de la fiscalité communale et provinciale?

Dans son allocution, Paul Magnette a plaidé pour une concertation sociale respectueuse de chacun. C'est plutôt un bon signe?

On est prêt à assumer notre rôle et prendre part au dialogue, mais nous voulons plus que ça. Nous voulons être associés à la fixation des priorités du gouvernement et à l'élaboration des mesures. Pourquoi ne pas nous demander notre avis sur la fiscalité et la politique énergétique? On ne demande pas de faire le travail du gouvernement. Nous voulons simplement qu'on tienne compte des entreprises.

Le ministre-président a aussi insisté pour que les entreprises participent à l'effort collectif de formation. Vous êtes d'accord?

Nous demandons avec insistance qu'on discute en même temps de l'allègement du coût du travail. On parle de lutte contre le chômage mais pas de compétitivité. Seules les nouvelles embauches sont visées. Or, nous sommes déjà dans une situation de handicap concurrentiel.

La nouvelle majorité évoque une rationalisation des aides publiques. Cela vous fait-il peur?

Oui. On peut craindre une diminution des aides. Mais comme nous n'avons aucun chiffre, nous ne

savons pas exactement ce qu'il en sera. Nous voulons davantage de précisions.

Qu'avez-vous pensé de la déclaration de politique communautaire?

C'est une bonne chose de créer un Pacte pour l'enseignement. Mais j'espère qu'on ne va pas encore passer par des états généraux, des tables rondes et des tas de discussions qui tournent en rond. C'est aussi une bonne chose de refinancer l'enseignement supérieur et l'extension de l'alternance. Mais à nouveau, quid des chiffres?

Comment jugez-vous le casting ministériel?

Ce qui m'étonne, c'est que le gouvernement met en avant la bonne gouvernance et crée deux postes ministériels en plus alors qu'il y a un parti de moins. Il devrait montrer l'exemple. Et puis, plus il y a de ministres et plus les compétences sont fragmentées, cela rend toute cohérence difficile. Ceci dit, le fait, qu'il n'y ait que deux partis au pouvoir facilitera peut-être les choses. J'ajoute qu'en termes de cohérence, le portefeuille de Jean-Claude Marcourt est un exemple à suivre. Il a l'Économie, l'Industrie, la Recherche et l'Enseignement supérieur. C'est beaucoup mais c'est cohérent.

Vous vous attendez à mieux de la part du futur gouvernement fédéral?

C'est certain qu'on espère être mieux entendu à ce niveau. Ce serait assez étonnant que l'allègement du coût salarial et la fiscalité ne soient pas dans le programme du prochain gouvernement fédéral.

«On nous dit: pas de nouvelles taxes. Mais celles qui existent vont-elles augmenter?»

VINCENT REUTER
UNION WALLONNE
DES ENTREPRISES